

d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États. De plus, il est remarqué que le gouvernement canadien a déjà établi certains programmes du genre.

Un participant souligne qu'il est difficile de promouvoir la liberté de presse dans des États qui ont la réussite économique comme but premier. Ainsi le gouvernement de Singapour peut écraser la presse en prétextant que le bien-être économique de la communauté est plus important que les libertés individuelles personnifiées dans la liberté de presse et d'expression. Pour les journalistes de Singapour, il est difficile de contourner cette logique alors que les résultats économiques de cette nation sont brillants.

Un autre participant affirme que les médias occidentaux doivent suppléer aux médias des pays où il n'y a pas de médias libres. On soulignera cependant la difficulté pour ces médias internationaux de pénétrer dans les pays qui n'admettent pas la liberté de presse. Ainsi on remarque que des organisations telles la BBC, RCI et Radio Free Europe demeurent parmi les seuls véhicules d'informations crédibles pour ces pays et que le soutien à ces organismes doit continuer.

Un participant souligne les dangers que vivent les journalistes dans plusieurs pays. Il déclare nécessaire le soutien extérieur pour ces journalistes vulnérables. La création de réseaux entre les journalistes de différents pays, et l'appui aux ONG dans ce domaine, par l'utilisation des nouveaux moyens de communications lui apparaît un bon moyen de protéger les journalistes les plus susceptibles de subir des exactions gouvernementales. Quoique reconnaissant le rôle moteur des ONG dans le secteur, les participants soutiennent, en majorité, que le gouvernement canadien ne peut soutenir de pareilles entreprises sous peine de se faire accuser d'ingérence. Il est en effet difficile, selon certains, pour les diplomates d'expliquer, aux autres États, la différence entre promouvoir des valeurs et les imposer. La rupture de liens diplomatiques a des conséquences très graves pour les journalistes dans les pays asiatiques. Cependant, tous sont unanimes pour affirmer que la présence de journalistes est une barrière à la perpétration d'horreurs.

Un participant affirme qu'à ce niveau le problème de la liberté de la presse est lié à celui de la bonne gouvernance. Tous expriment leur assentiment à cette affirmation.

L'exemple canadien, malgré ses nombreuses faiblesses, peut servir d'exemple aux pays asiatiques. Par son approche de propriété mixte et sa réussite dans la protection de la culture canadienne face à un voisin puissant, celui-ci peut donc être soulevé comme une preuve qu'une culture peut-être protégée sans brimer les libertés individuelles. RCI est aussi une facette de la communication canadienne qui démontre les bienfaits du financement et de la liberté des médias. Pour un coût minimal, RCI permet la diffusion d'une information de qualité et de l'image canadienne à travers le monde. De plus, il est suggéré que le gouvernement canadien examine le cas coréen afin de soulever un exemple possible du passage d'un État, auparavant autocratique, vers la liberté d'expression. Il est également suggéré que, lorsque cela est possible, le Canada invite le Japon à mener une campagne diplomatique menant à l'amélioration des conditions de la presse en Asie.

Les participants ont, à divers moments, soulevé des pistes d'intervention. Ainsi l'un soutient que les radios rurales doivent être encouragées dans les pays asiatiques où cela est pertinent. Un autre